

Édito :

Une nouvelle fois, le 15 octobre les hospitaliers ont manifesté leur colère, leur volonté d'obtenir des moyens pour travailler en respectant la dignité des patient.es et leur prodiguer des soins de qualité et de proximité. Ils ont soit battu le pavé soit se sont rassemblés dans ou devant leurs établissements publics de santé avec les citoyen.nes mobilisés en particulier par les comités locaux de notre Coordination Nationale. Ces moyens ne pourront être obtenus dans l'enveloppe du Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale en débat à l'heure actuelle à l'Assemblée.

Vos députés vont se prononcer : interpellez-les et exigez des moyens suffisants correspondant aux besoins de soins. Ils ne peuvent en même temps verser des larmes sur l'hôpital de leur ville qu'on ferme, voire défiler à nos côtés et voter à l'Assemblée le budget insuffisant pour la Sécurité Sociale : nous leur demandons d'être cohérents et conséquents.

Car nous en avons assez des suppressions de lits, de personnels, d'allongement des délais de rendez-vous pour des hospitalisations, des consultations et d'examens complémentaires, nous en avons assez de faire des kilomètres pour trouver un médecin généraliste ou spécialiste, nous exigeons, et nous ne sommes plus seuls à le faire, une répartition équitable des médecins, et pas seulement des généralistes, sur tout le territoire, il faut en finir avec la liberté d'installation.

Sommaire :

- L'écho des comités : la journée d'action du 15 octobre : 1 à 4
les autres actions : 5 à 6
- Autres infos locales : 7
- Dossiers :
 - L'hôpital public : 8 à 9
 - La psychiatrie : 9
- Culture et santé : 10

L'écho des comités :

15 OCTOBRE : LES COMITÉS DANS L'ACTION

RUFFEC :

Des banderoles identiques ont été installées dans 7 autres communes du bassin de vie où il existe encore une école et / ou des points commerce. Le tout s'est fait avec le soutien des élus.

Le communiqué de presse a été envoyé à toutes les communes du bassin de vie (145 communes) et la plupart l'ont affiché sur leurs panneaux municipaux.

Plus de 400 affichettes ont été diffusées dans la population pour les véhicules personnels.



OLORON SAINTE MARIE - 64

Une manifestation pour davantage de moyens pour la santé



Une centaine de personnes manifestent devant les bureaux de l'Agence régionale de la santé 64, à Pau. N'ayant pu être reçue par la directrice, une délégation représentant les établissements locaux a quitté la réunion.

[L'article](#)

TOURS

500 personnes manifestent !

[Le compte-rendu du rassemblement](#)

AUBENAS :



On aurait pu croire que la crise sanitaire que nous vivons conduirait le gouvernement à en tirer les conséquences pour arrêter la casse des hôpitaux et de notre système de santé ; casse que dénonce depuis plusieurs années les professionnels de santé et les associations d'usagers. Au vu des résultats des négociations menées en Août entre le Ministère de la Santé et des organisations syndicales et associatives (le Ségur de la Santé), on est loin du compte. Mise à part l'augmentation des salaires des professionnels (largement insuffisante par rapport aux revendications et au retard accumulé au cours des dernières décennies), le Ségur de la Santé n'a pas apporté de solutions en terme de lits et de personnel. Si le gouvernement avait entendu les professionnels de santé, il aurait pu profiter de l'été pour créer 12 000 lits de réanimation suivant les préconisations internationales. Rien n'a été fait et au contraire, des lits continuent à être fermés, les conditions de travail des soignants s'aggravent. La deuxième vague arrive et nous ne sommes pas mieux armés pour l'affronter ; ceci au détriment de l'ensemble des besoins de la population qui va devoir encore attendre pour une intervention chirurgicale, un suivi de maladie chronique. Ceci peut avoir des conséquences graves sur l'état de santé de la population.

[Le Journal](#)

SAINT-CLAUDE



[Le discours de A Jannet](#)

[Le discours de F LAHAUT](#)

CONCARNEAU , QUIMPER

50 personnes hier matin devant les halles de Concarneau. A 14H.30, 200 personnes devant l'hôpital de Quimper qui ont manifesté jusqu'à la Mairie de Quimper.

[L'article](#)

NANTES

En grève depuis 35 jours



Le Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous a organisé et participé à la manifestation des soignant.es soutenue par des citoyen.nes et syndiqué.es d'autres professions du public et du privés. la manifestation est allée à la rencontre solidaire des salariées de la clinique du Parc (groupe Ramsay, fond de pension australien) en grève depuis 35 jours pour une augmentation salariale et l'amélioration de leurs conditions de travail. 600 euros ont été versés dans la caisse de solidarité des grévistes, dont 200 euros versés par le Collectif nantais.

MESSAGE DE SOLIDARITÉ DE L'ALLIANCE HAMBOURGEOISE POUR L'AUGMENTATION DU PERSONNEL HOSPITALIER

Solidarité avec la journée nationale d'initiatives et de grèves des soignant·e·s du 15 octobre 2020 en France

Cher·e·s collègues des hôpitaux français,

Nous vous exprimons notre solidarité avec votre journée nationale d'initiatives et de grèves du 15 octobre 2020.

Nous ressentons les mêmes choses que vous et vous souhaitons que votre grand engagement mène enfin au succès.

Contrairement à certains rapports des médias français sur notre système de santé, nous sommes confronté·e·s en Allemagne aux mêmes carences et nous avons les mêmes revendications:

- pour le personnel et les patient·e·s : des mesures de protection suffisantes contre COVID-19 ;
- Revalorisation générale des salaires ;
- Recrutement de personnel ;
- un financement des hôpitaux qui ne soit pas déterminé par des taux forfaitaires par cas ;
- pas de fermetures d'établissements ;
- pas de privatisation des hôpitaux et remunicipalisation des hôpitaux déjà privatisés ;
- l'accès pour toutes et tous aux soins de qualité qui ne soient pas subordonnés à des intérêts de profit.

Nous menons des actions pour ces revendications.

Dans le cadre des négociations sur les salaires dans le service public il y a eu des débrayages le 28 septembre, d'autres sont préparés pour le 20 octobre

UN DIMANCHE APRÈS MIDI AU VILLAGE DES SERVICES PUBLICS

Le 11 octobre, l'**Association pour la Défense des Services Publics du Pays de Luçon** -ADSP – organisait une très belle et intéressante initiative pour la défense et la promotion des services publics du XXI^{ème} siècle en partenariat avec la municipalité de Luçon qui a mis à disposition les magnifiques Jardins du Maine et des stands . Le soleil et les citoyen.nes étaient de la partie ainsi que nombre d'élu.es : la 1^{ère} adjointe de Luçon (M. le Maire était excusé pour raison familiale), le directeur de cabinet du maire ainsi qu'un autre adjoint, deux conseillers départementaux et en fin d'après-midi le député LREM de la circonscription, preuve que l' ADSP est une force incontournable bien ancrée dans le pays de Luçon. Toutes et tous s'arrêtèrent dans chacun des stands pour échanger avec les militant.es de l' ADSP ainsi qu'avec Partick Hallinger , représentant la Convergence des Services publics, et Jean-luc Landas, représentant de la Coordination Nationale des Hôpitaux et Maternités de Proximité. Évelyne Deluze, Présidente de l' ADSP invita les participant.es au débat. Les enfants eurent leur course au trésor qui fit deux heureuses gagnantes.



MONTBRISON - 42

Rencontre avec la Ministre déléguée à l'Autonomie, Me Brigitte Bourguignon

Compte-rendu rencontre avec Mme Brigitte BOURGUIGNON, ministre déléguée à l'autonomie, 5 octobre 2020

Me la Ministre a reçu les propos avec disponibilité, un réel intérêt et une qualité d'écoute sur les différents points abordés. CF Détails des points abordés dans le document support de la rencontre en PJ. (Document remis à Me la ministre).

Elle a ensuite repris les différents points pour lesquels nous avons pu constater une forte convergence :

- Sur la position d'abandon de gestion de l'Ehpad, structure publique pour un organisme privé : Il n'existe pas de défaut de gestion. D'où l'incohérence au préalable d'abandon de gestion.
- Sur la fragilisation du CHF, en cas de perte de gestion de l'Ehpad
- La ministre a dit son attachement au service public

- Sur la possibilité d'une reprise de gestion par le Groupement de Coopération Sociale ou Médico-social (GCSMS), dépendant de la Fédération Hospitalière de France (FHF)
- Sur la localisation de l'Ehpad : laisser l'Ehpad au Coeur de Ville, pour maintenir la personne âgée intégrée à la vie sociale. La ministre a cité le « Plan Territoire » avec l'action « Ville-Âge » pour maintenir les personnes âgées dans les centres-villes et cette approche de l'Ehpad de demain.
- Sur le Renforcement de la politique « coeur de ville » de Montbrison. Constat du projet qui n'est pas cohérent avec la mise à l'écart de l'Ehpad de la vie sociale, en l'exportant à 4 kms, en dehors du secteur urbanisé de la ville. (Une enveloppe de 20 millions € est attribuée par l'Etat à la ville de Montbrison dans le cadre de ce projet « Coeur de ville »).

[Le compte rendu complet](#)

Memo
Rencontre avec Mme Brigitte Bourguignon,
Ministre chargée de l'autonomie

Le 27 décembre 2018, entre Noël et le jour de l'an, M. Georges ZIEGLER, Président du Conseil Départemental de la Loire, et Mr Christophe BAZILE, président du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier du Forez, annoncent par conférence de presse, un projet de délocalisation à l'extérieur de la ville de Montbrison – avec construction nouvelle et livraison en 2022 – et de privatisation de l'EHPAD. La nécessité d'améliorer les conditions d'hébergement des résidents de l'EHPAD, l'attachement à la qualité que représente son implantation au coeur de la ville et à son intégration au Centre Hospitalier et à sa gestion publique sont des éléments partagés par la population du territoire. L'annonce faite sans concertation et dans la précipitation a suscité consternation et mobilisation: une pétition a recueilli en quelques semaines plus de 2600 signatures et une chaîne humaine a réuni plus de 400 personnes autour de l'EHPAD.

[Le Memo complet](#)

TOURS - 37

Le collectif 37 – Notre santé en danger sollicite des témoignages relatifs aux dépassements d'honoraires et aux renoncements aux soins.

Dépassement d'honoraires = renoncements aux soins pour nous c'est non !

<https://collectifsante37.blogspot.com/2020/10/communiqué-de-presse-du-collectif-37.html>

Autres infos locales :

ROUVRAY – 76

Non à la fermeture de lits à l'hôpital psychiatrique du ROUVRAY

Nous n'avons pas assez de lits pour accueillir les patients. Nous sommes obligés de les envoyer en région parisienne pour leur trouver une place. La région Normandie toute entière n'a pas assez de lits de psychiatrie.

Et le directeur du Rouvray veut en fermer plus de 80 d'ici 2 ans. Combien de postes supprimés ?

Que dire du sort réservé aux professionnels déjà à bout de souffle depuis des années. Nous professionnels du Rouvray refusons cette fermeture de lits annoncée qui va dégrader encore plus les soins psychiatriques.

Nous vous invitons à signer cette pétition et à la relayer à vos réseaux et connaissances.

[La pétition à signer](#)

VOIRON - 38

Urgences de Voiron : cri d'alarme des médecins urgentistes

Communiqué de Presse :

Centre Hospitalier de Voiron : Vers la fermeture des Urgences ?

Les médecins du service des urgences du centre hospitalier de Voiron ne sont plus que 9 pour un effectif normal de 18. Ils ne peuvent plus assurer la prise en charge des patients.

Cette situation n'est pas nouvelle et s'est aggravée : cinq arrêts de travail pour burn-out, doublement des nuits de garde de mars à mai en raison du Covid-19 sans renfort.

Nous avons réorganisé nos plannings en devant faire plus avec moins de médecins.

Nous avons alerté notre direction et les tutelles à plusieurs reprises. Elles refusent à ce jour nos propositions d'embauche attractive.

Les personnels médicaux sont épuisés, les patients sont en danger.

A compter du 2 novembre 2020, nous sommes dans l'impossibilité de réaliser un planning médical.

Le Service des urgences du centre hospitalier de Voiron ne pourra donc plus assurer la prise en charge médicale des patients à partir de cette date.

Les Médecins des Urgences

À compter du 2 novembre 2020, les médecins exerçant aux urgences de l'hôpital de Voiron se disent dans l'incapacité de prendre en charge les patients. Au bout du rouleau, ils n'en finissent pas d'alerter depuis des mois la direction, les élus, le public... Sur dix-huit, ils ne sont plus que neuf à faire tourner le service. Et bientôt, ils seront sept.

[Le tract](#)

Dossier :

L'HÔPITAL PUBLIC

Alerte privatisation des Urgences: vers la privatisation globale de nos hôpitaux

La coupe est plus que pleine: un Président qui a encensé les soignant.es et qui, maintenant, "démasque" son idéologie et son mépris en disant qu'ils/elles sont le problème par leur manque d'organisation et un Gouvernement qui poursuit sa quête du Graal, à savoir : privatiser la santé. Appel vidéo pour une prise de conscience avant qu'il ne soit trop tard.

L'article

SONDAGE ODOXA SUR L'HÔPITAL

Les français comptent plus que jamais sur l'hôpital et les personnels hospitaliers pour les protéger... mais ils sont eux-mêmes en souffrance !

Remarques:

Ce sondage confirme le profond malaise et le mécontentement des personnels hospitaliers (je n'ai pas distingué ci-dessous entre médecins, infirmiers,...),

Le sondage montre que la population partage largement le même constat sur la situation actuelle comme sur l'avenir sombre que nous promet la politique gouvernementale.

Les bases d'une lutte commune existent. Reste à l'organiser.

Quelques extraits du sondage:

77 % des F (Français) inquiets sur la situation sanitaire et 84 % des PH (Personnels Hospitaliers)

59 % des F craignent d'être contaminés Covid, 68 % des PH

Confiance dans la lutte contre le Covid :

Plus de 90 % des F font confiance aux PH mais seulement 46 % au ministère. Seulement 33 % des étudiants en médecine font confiance au ministère.

Pour 83 % des F le système hospitalier s'est bien sorti crise sanitaire

Pour 97 % des F l'avenir des établissements de santé est important (63 % très, 34 % assez)

Mais 68 % des F pensent qu'il est mal pris en compte (19 % pas du tout pris en compte, 49 % plutôt pas)

Pour 83 % des F l'hôpital public est en danger, 94 % des étudiants en médecine, 93 % des retraités

63 % des F pensent que la situation des établissements de santé (Hôpitaux et cliniques) va plutôt se détériorer (plus de 90 % des personnels)

Pour 82 % des F les moyens humains, matériels et financiers sont insuffisants, 89 % pour les PH

Ambulatoire : 34 % PH pensent que les professionnels de l'ambulatoire sont aussi bien préparés que ceux de l'Hôpital à une épidémie

38 % des PH pensent que les managers les écoutent davantage depuis la crise

24 % des PH recommanderaient à leurs enfants de faire le métier, mais 52 % des médecins

59 % des F (82 % des PH) pensent que les métiers de santé sont moins attractifs qu'avant, 9 % plus attractif

Pour 84 % des F les conditions de travail se dégradent, mais 96 % des PH

Pareil pour la rémunération : 71 % et 77 %

L'insatisfaction des PH monte en flèche ; 90 % pensent faire un travail utile mais 17 % pensent qu'il est reconnu à sa juste valeur

65 % craignent le burn out, les MP, les TMS

Le Ségur est inconnu des F.

Il est jugé positif pour 4 % des PH, négatif pour 46%, 49 % se disant peu informés.

6% des F trouvent l'augmentation des salaires suffisante, 61 % insuffisante

1 % des PH la trouvent suffisante, 85 % insuffisante

90 % des PH témoins d'incivilités, 80 en ont été victimes

L'article

Non au forfait unique pour toute visite aux urgences sans hospitalisation

Dans le cadre de la Loi de finances de la sécurité sociale qui sera présentée mercredi 7 octobre en conseil des ministres, le gouvernement prévoit un « forfait unique » à la place de l'actuel ticket modérateur pour tout passage aux urgences qui ne serait pas suivi d'hospitalisation. Toutes les patient.es sont concerné.es par cette mesure, y compris les femmes enceintes, les invalides ou encore les patient.es en affection longue durée. Ils et elles devront désormais payer un forfait de 18€ en cas de consultation aux urgences sans hospitalisation. On nous parle de désengorgement des urgences et de simplification de la facturation des soins. Mais c'est la pénalisation et la stigmatisation de l'accès aux soins qui sont à l'œuvre et l'aggravation des inégalités sociales en santé.

L'article

L'hôpital public est-il prêt ?

franceculture.fr/emissions/linvitee-des-matins/lhopital-public-est-il-pret-avec-agnes-hartemann-et-mathias-wargon

ou à l'agonie ?

europe1.fr/emissions/L-invite-de/le-ras-le-bol-des-soignants-un-hopital-a-lagonie-

la désespérance des soignant.es

c-est-un-soulagement-de-quitter-l-hopital-un-tiers-des-infirmiers-veut-changer-de-metier-apres-la-crise-sanitaire

PSYCHIATRIE

COMMUNIQUE DE L'USP du 15 octobre 2020

Supprimer des lits au CH du Rouvray ? Et puis quoi encore !

La suppression de 86 lits d'hospitalisation au CH du Rouvray (soit rien de moins que 20 % de la capacité d'accueil de l'établissement !) vient d'être annoncée par l'actuel directeur comme une hypothèse incontournable pour financer le projet d'établissement « dans un environnement financièrement contraint ». Aucune des retentissantes mobilisations des paramédicaux depuis la grève de la faim de 2018 n'aura eu raison de cette détermination messianique, selon les propres dires du directeur, déconnectée du réel du terrain, à réduire au rouleau compresseur les moyens hospitaliers. Pourtant, souvenons-nous que la première des revendications de l'époque était de retrouver les moyens d'accueillir dans des conditions dignes les patients en hospitalisation, et en particulier les mineurs (particulièrement vulnérables dans cet environnement). Un an plus tard, c'est le très sévère rapport du Contrôleur des lieux de privation des libertés (CGLPL) qui écrivait l'établissement pour ses conditions d'accueil dégradées et aggravées par la sur-occupation chronique des lits. Comble du cynisme, ce rapport est utilisé pour dégrader encore plus les conditions d'accueil des patients.

Le tract

Culture et santé :

IL A DU BOBO LÉON

Ou le drame de l'erreur diagnostique.

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>